

Accord départemental
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE FRAIS DE SANTÉ
DES SALARIÉS NON CADRES
(Bouches-du-Rhône)
(6 octobre 2009)

(Etendu par arrêté du 17 mars 2010,
Journal officiel du 25 mars 2010)

AVENANT N° 3 DU 12 MAI 2014

NOR : AGRS1497247M

Entre :

La FDSEA des Bouches-du-Rhône ;

La FDCUMA des Bouches-du-Rhône,

D'une part, et

L'UD FGA CFDT des Bouches-du-Rhône ;

L'UD FGTA FO des Bouches-du-Rhône ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC, section des Bouches-du-Rhône,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification de l'article 4 « Dispenses d'affiliation »

Les alinéas relatifs à la mise en œuvre des cas de dispense d'affiliation figurant après le paragraphe 6 de l'article 4 et jusqu'à la fin dudit article sont rédigés comme suit :

« La mise en œuvre d'un de ces cas de dispense ne peut avoir lieu que sur demande expresse de la part du salarié concerné, qui devra produire chaque année auprès de son employeur les justificatifs permettant de vérifier les conditions de la dispense. En cas de non-renouvellement de la demande d'exclusion et de l'absence de production des justificatifs ou de la perte de la condition de dispense d'affiliation, le salarié doit en informer l'employeur et cotisera obligatoirement à l'assurance complémentaire frais de santé le premier jour du mois civil suivant.

Les salariés ayant de 6 à 12 mois d'ancienneté à la date d'entrée en vigueur de l'avenant n° 2 du 12 décembre 2013 et ceux qui acquièrent une ancienneté de 6 mois pendant le mois de l'entrée en vigueur dudit avenant pourront faire usage de leur droit de dispense d'affiliation par écrit adressé à l'employeur jusqu'au 30 juin 2014.

Les salariés acquérant 6 mois d'ancienneté à partir du 1^{er} juin 2014 devront faire usage de leur droit de dispense d'affiliation par écrit à l'employeur au plus tard avant la fin du premier mois qui suit l'obtention de la condition d'ancienneté.

Dans les cas d'exclusion ou de dispense précités, les cotisations correspondantes ne sont dues ni par le salarié, ni par l'employeur. »

Article 2

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Aix-en-Provence, le 12 mai 2014.

(Suivent les signatures.)